

Pourquoi Israël tue les journalistes

Israël interdit à la presse internationale l'entrée dans la bande de Gaza. Pourquoi ? Évidemment, parce qu'il ne s'agit pas d'un affrontement militaire mené selon les « lois de la guerre », mais de l'écrasement d'un peuple opprimé par un État surarmé.

Pour les mêmes raisons, l'armée israélienne cible systématiquement les journalistes qui, dans ces conditions, ne peuvent être que des Gazaouis. Le 10, elle a envoyé sciemment un missile sur ceux qui, courageusement, informent, rapportent, interrogent, photographient, filment.

RSF dénonce avec force et colère le meurtre de six professionnels des médias par l'armée israélienne, perpétré sous couvert, une fois encore, d'accusations de terrorisme contre un journaliste, un des plus célèbres de la bande de Gaza, Anas Al-Sharif. L'armée israélienne a tué plus de 200 journalistes depuis le début de la guerre. (Reporters sans frontière, 10 aout)

Israël soutient que le journaliste était membre du Hamas et que cela justifie de l'assassiner ainsi que ses collègues. Si c'était vrai, pourquoi ne pas laisser les journalistes étrangers faire leur travail au lieu de laisser le monopole du journalisme au Hamas ?

Mais toute travailleuse consciente, tout travailleur conscient sait que c'est le même mensonge qui a servi à s'en prendre aux hôpitaux, à arrêter, emprisonner, torturer des milliers de soignants : ils sont au Hamas, disait l'armée. C'est le même mensonge qui a servi à interdire l'agence de l'ONU (UNWRA), à détruire ses installations, à tuer 350 de ses salariés : ils sont au Hamas, expliquait le gouvernement Nétanyahou.

En fait, il n'est pas question que le monde voit la destruction systématique de Gaza depuis 20 mois. Pas question que le monde sache qu'Israël affame et assoiffe une population de 2,2 millions de personnes (majoritairement des descendants de réfugiés victimes de la Nakba en 1948) après sa rupture de la trêve. Depuis le 18 mars, 767 800 personnes ont été déplacées soit 1,9 million depuis le 7 octobre 2023, parfois plusieurs fois. Au moins 61 158 Gazaouis ont été tués et 151 442 ont été blessés. Plus de 1 400 personnes ont été assassinées et 4 000 blessées à proximité des rares points de distribution.

Pas question que le monde connaisse les conséquences du vote par le parlement israélien le 23 juillet, d'une motion appelant à l'annexion totale de la Cisjordanie et de la décision du gouvernement du 8 aout de l'occupation totale de la bande de Gaza par l'armée.

Même en Israël, on comprend qu'il ne s'agit pas de « libérer les otages » du 7 octobre 2023.

« Nétanyahou, tu as décidé de tuer les otages ! ». Des dizaines de milliers d'Israéliens appellent à un compromis au lieu du plan par Nétanyahou de prise de contrôle total de Gaza. (Haaretz, 8 aout)

En fait, la sanglante incursion du Hamas sert à légitimer une interminable opération terroriste à grande échelle, celle d'Israël. L'État sioniste, non seulement mène un génocide à Gaza, mais accélère la colonisation de la Cisjordanie menée par des fascistes (995 Palestiniens tués depuis le 7 octobre 2023). Israël a bombardé l'Iran, la Syrie et le Liban. Il intervient à sa guise dans le sud du Liban et a envahi une partie de la Syrie.

L'impérialisme dominant appuie le nettoyage ethnique en cours et refuse que le Conseil de sécurité de l'ONU condamne le génocide de plus en plus évident.

Israël a le droit de décider ce qui est nécessaire pour sa sécurité et quelles mesures sont appropriées pour mettre fin à la menace posée par le Hamas. (Dorothy Shea, représentante étasunienne à l'ONU, 10 aout)



Mais les États bourgeois du Proche-Orient complices des États-Unis ne veulent pas accueillir les Palestiniens. Ni l'Égypte qui participe au blocus de Gaza, ni la Jordanie qui a signé comme elle un accord avec Israël, ni les Émirats arabes unis qui collaborent avec les capitalistes israéliens de l'armement, ni la Turquie qui achemine le pétrole en provenance de l'Azerbaïdjan...

La plupart des puissances impérialistes redoutent l'embranchement de la région. Elles préconisent de freiner le gouvernement israélien, d'évincer le Hamas et de ressortir des placards de l'ONU le mythe de 1947 des deux États coexistant pacifiquement sur le territoire de la Palestine.

L'avenir de la bande de Gaza doit s'inscrire dans le cadre d'un futur État palestinien dirigé par l'Autorité palestinienne. La France est mobilisée pour la mise en oeuvre de la solution à deux États, la seule qui puisse garantir une paix et une sécurité durables pour les Israéliens et les Palestiniens. (Ministère des affaires étrangères, 12 aout)

La « solution à deux États », soutenue par LFI, le PS, le PCF et LO, légitime la colonisation depuis 150 ans, l'expulsion de 750 000 Palestiniens en 1948, la persécution des Palestiniens dans les bantoustans créés par les accords d'Oslo de 1993. Tous ces gouvernements (américain, européens, arabes) persécutent les militants de la cause palestinienne.

La responsabilité du mouvement ouvrier français (partis et syndicats) est de convoquer tout de suite des manifestations de masse pour le retrait des troupes coloniales de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, du Liban et de la Syrie, la liberté de la presse, le boycott des livraisons d'armes (comme les dockers de Fos l'ont fait le 4 juin), la fin de toute collaboration militaire, l'annulation de tous les jugements et poursuites envers les militants antisionistes et Urgence Palestine !

13 aout 2025